



La lettre n°27.

du 17 février 2009

Voici, transmis par Christian Métairie, 1er adjoint au Maire d'Arcueil, le compte-rendu de la réunion du 9 février 2009, qui s'est tenue, à l'Assemblée Nationale, et qui a rassemblé une cinquantaine de participants. (Compte-rendu rédigé par Jean-Claude Oliva).

Compte-rendu sommaire de la réunion élus-associations-usagers du 9 février 2009

- *Rappel de la mobilisation citoyenne qui a précédé le 11 décembre avec notamment l'appel de près de 800 élus de la région parisienne pour une gestion publique et des dizaines de débats publics et dans les conseils municipaux. Comment poursuivre ce mouvement ?*
- L'allotissement : Santini a constitué une commission ad hoc (regroupant des commissions déjà existantes (travaux, financement, tarification) qui a rejeté le principe de l'allotissement. Suez déploie un intense lobbying à ce sujet. Pour y voir plus clair, une demi-journée d'étude des représentants au SEDIF est décidée (samedi matin 28 mars à confirmer)
- Le recours : déposé par la coordination eau Île de France et une douzaine d'usagers (dont des élus Verts, PCF, et gauche citoyenne). Une conférence de presse est envisagée après le 11 février. Ainsi qu'une pétition qui permettrait à chaque citoyen de se joindre à l'action. Cela pourrait prendre la forme d'un « vet'eau » citoyen : « moi, aussi je m'oppose à la décision du SEDIF du 11 décembre de reconduire la gestion déléguée au privé ; je demande à mes élus de se prononcer pour une gestion publique, démocratique et écologique ; je demande à un vote en toute transparence ». Une pétition-vote (comme contre la privatisation de La Poste) est aussi évoquée.
NB : un courrier de la coordination a été adressé à chaque maire et représentant au SEDIF pour lui demander de rendre public son vote le 11 décembre.

- Le tarif : continuer l'action à ce sujet ainsi que sur les sommes indûment versées à Veolia ces dernières années (40 millions d'euros par an selon les audits du SEDIF, 80 à 90 millions selon l'UFC Que Choisir ?) Une grève du paiement des factures est évoquée.
- La fuite en avant de Santini : mesures de rétorsion contre la ville de Montreuil (une information détaillée sera envoyée), lettres menaçant de poursuites différents élus (Perreux, Kaltenbach), droits de réponses tout azimut... Face à ces intimidations, la solidarité des élus, des associations et des usagers est réaffirmée. Volonté de ne rien laisser passer.
- Pour les élus : nécessité de se coordonner et de continuer tous ensemble une action d'opposition résolue au sein du SEDIF.
- Propositions de la coordination eau :
 - Demande de participation à toutes les instances ouvertes aux usagers (CCSPL et observatoires divers) concernant l'eau en IDF.
 - Assises sur la place des usagers dans la gestion de l'eau en IDF.
 - Exposition itinérante sur les enjeux de l'eau en IDF. -Ateliers thématiques pour affiner nos positions sur différentes questions (ex: la régie et les autres alternatives publiques ou la mutualisation des SP de l'eau en IDF).